

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 20 septembre 2019

VIGNE Eleftheris, *Le retour militaire de la Russie en Afrique subsaharienne : quels fondements ?*, Éclairage du GRIP, 20 septembre 2019.

<https://www.grip.org/fr/node/2824>



Le retour militaire de la Russie en Afrique subsaharienne : quels fondements ?

Par **Eleftheris Vigne**

20 septembre 2019

Au mois de mars 2018, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a successivement visité cinq États de l'Afrique subsaharienne — l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie. Selon la diplomatie russe, il s'agissait de renforcer les relations sécuritaires et de défense au nom de la lutte antiterroriste et de la stabilité sur le continent.

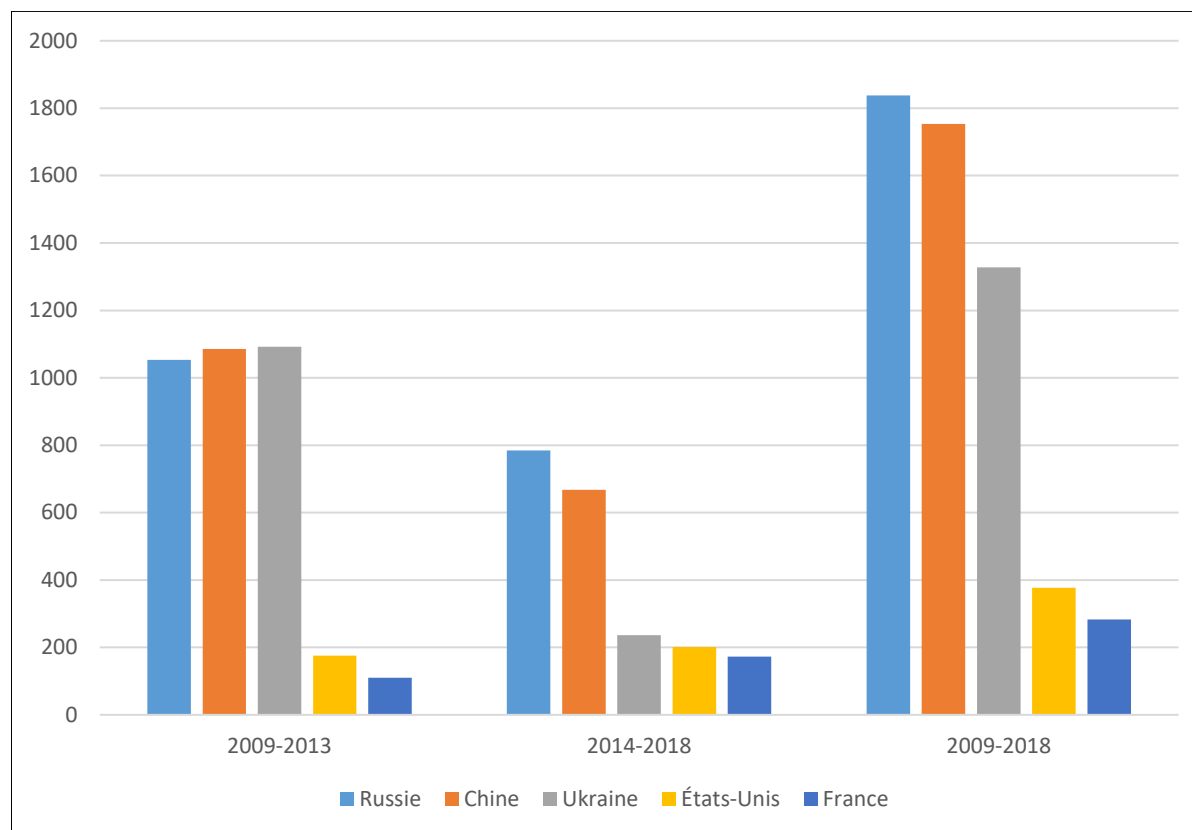
Cette visite historique, qui constitue le plus important déplacement d'une délégation diplomatique russe en Afrique subsaharienne depuis trente ans, n'a pas manqué de soulever des questionnements. Quels sont les ressorts de la coopération militaire et sécuritaire russe dans cette région du monde ? Quels intérêts sous-tendent réellement ce « réengagement » militaire ? Quelle est la portée de la « présence » militaire russe en Afrique subsaharienne ? C'est à ces interrogations que ce texte entend apporter des éléments de réponse.

Afin de rencontrer ses objectifs, cet éclairage procède en quatre étapes. Il s'intéresse tout d'abord à la position qu'occupe la Russie sur le marché de l'armement d'Afrique subsaharienne. Il examine deuxièmement l'évolution et les caractéristiques de l'offre russe en matière de coopération militaire et sécuritaire. Il se penche ensuite sur les deux principaux éléments de rhétorique de Moscou justifiant son activisme dans ces domaines : la lutte antiterroriste et l'attachement à la stabilité. Enfin, il cherche à déterminer les objectifs et intérêts réels qui sous-tendent ce réinvestissement militaire russe.

Au premier rang des exportateurs d'armements en Afrique subsaharienne

La Russie produit une grande variété d'armes et autres équipements militaires. Elle demeure la seconde puissance exportatrice dans ce domaine au niveau mondial derrière les États-Unis. En ce qui concerne le marché de l'Afrique subsaharienne, elle fait même mieux, puisqu'elle s'y classe première sur les périodes 2014-2018 et 2009-2018 (voir graphique 1).

Graphique 1. Valeurs en TIV des exportations d'armes en provenance de la Russie, de la Chine, de l'Ukraine, des États-Unis et de la France à destination des États d'Afrique subsaharienne, en TIV¹, 2009-2013, 2014-2018, 2009-2018.



Source : GRIP, d'après SIPRI, 2018.

En valeurs absolues, les exportations d'armes russes à destination de l'Afrique subsaharienne ont diminué entre 2009-2013 et 2014-2018, passant de 1 milliard et 53 millions TIV à un peu plus de 784 millions TIV. Cela s'explique par la diminution générale de près de moitié (-45 %) des importations d'armes par les États d'Afrique subsaharienne entre 2009-2013 et 2014-2018². Cependant, sur cette même période, les exportations d'armes russes à destination des pays d'Afrique subsaharienne n'ont, quant à elles, baissé que d'un quart (25,5 %), contre 38,5 % pour la Chine et 78,5 % pour l'Ukraine.

Parallèlement, la Russie a enregistré une augmentation du nombre de pays acquéreurs dans la région (+2) et est devenue le leader sur le marché de l'Afrique subsaharienne. Au total, 13 pays de l'Afrique subsaharienne ont acheté des armes à la Russie en 2014-2018, ce qui représente 28 % des importations d'armes de cette région au cours de cette période (contre 24 pays et 24 % des parts du marché pour la Chine). Sur cette période 2014-2018, les importateurs majeurs d'armements russes ont été — par ordre d'importance — l'Angola, le Nigeria, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Cameroun, le Mali, le Soudan du Sud, la Zambie, le Burkina Faso, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire (voir graphique 2).

Les ventes d'armes russes en Afrique subsaharienne ne se limitent plus aux récipiendaires traditionnels de Moscou et pourraient s'étendre à des marchés jusqu'à présent dominés par des fournisseurs occidentaux⁴. La Russie pourrait en cela profiter des tensions qui opposent des chefs d'États africains à leurs homologues occidentaux. On note, par exemple, que le Burundi a renforcé ses liens avec la Russie⁵ à un moment où l'Europe et les États-Unis ont pris leurs distances avec le pouvoir burundais en raison des élections controversées et émaillées de violences en 2015. Le pouvoir burundais a aussi signé, en marge du *Forum militaire 2018*, des contrats avec Moscou pour la livraison de systèmes antiaériens de courte à moyenne portée de type *Pantsir-S1*⁶.

De la même manière, fin juin 2018, face aux tensions l'opposant aux États-Unis et aux Européens, qu'elle considère comme trop regardants dans ses affaires intérieures, la République démocratique du Congo (RDC) a redynamisé un accord sur des livraisons d'armements et l'entraînement des troupes congolaises, signé en 1999 et jamais entré en vigueur. Si les termes de l'accord demeurent vagues, 300 techniciens et autres « *experts* » auraient d'ores et déjà débarqué à Kinshasa⁷. Le « retour » des Russes en RDC souligne un autre développement nouveau : la nature parfois diversifiée de ces accords de défense, puisque les coopérations militaires développées par Moscou en Afrique ne se limitent plus à la simple fourniture de matériel militaire. Comme avec Kinshasa, Moscou a signé un accord bilatéral avec Brazzaville en vertu duquel il enverra des « *experts* » en République du Congo afin d'assurer des missions de formation et de maintenance du matériel militaire russe⁸.

Au Tchad, bien qu'elle ne livre pas d'armes, la Russie forme du personnel militaire, alors même que la force française *Barkhane* et des militaires américains y sont présents. En septembre 2017, à la suite de la visite du président Alpha Condé de Guinée-Conakry à Moscou, la République de Guinée et la Fédération de Russie n'ont pas signé de contrats portant sur la livraison d'armes, mais un accord visant à la construction de garnisons militaires pour l'armée guinéenne⁹. Dès juillet 2015, c'est-à-dire bien avant de fournir à la Guinée équatoriale en 2018 un hélicoptère de transport *Mi-8MT/Mi-172*, Moscou avait négocié un accord lui octroyant des facilités pour l'entrée libre et le ravitaillement de ses navires de guerre dans les ports équato-guinéens¹⁰.

La percée russe en République centrafricaine (RCA) se présente sous des aspects très divers. Depuis 2018, Moscou y déploie officiellement des formateurs militaires, livre des armes à l'armée nationale (pistolets, fusils d'assaut, mitrailleuses, lance-roquettes *RPG*, armes antiaériennes) et assure la sécurité du président Faustin-Archange Touadéra¹¹.

Enfin, il doit également être souligné que les ambitions africaines de la Russie sont de plus en plus prises en charge par des sociétés de sécurité privées russes utilisant des mercenaires. Le plus connu de ces groupes — *Wagner* — opère notamment en RCA et au Soudan. Dans les deux cas, il aurait pour principale mission de protéger à la fois les régimes en place et des installations minières¹².

Au nom de la lutte antiterroriste et d'un attachement à la « stabilité »

Les ventes d'armements russes en Afrique sont le plus souvent justifiées par la nécessité de lutter contre la prolifération des groupes terroristes¹³. Le partenariat militaire entre Moscou et Yaoundé, qui a véritablement débuté en 2013, coïncidait avec l'augmentation pressante de la menace que représentait Boko Haram pour l'État camerounais et ses citoyens. La Russie a, depuis, fourni des hélicoptères de transport *Mi-8MT/Mi-17* puis des hélicoptères de combat d'occasion modernisés *Mi-24V/Mi-35*. En parallèle, un accord en vertu duquel des formations

sont dispensées par des experts russes et des officiers camerounais sont formés en Russie, a été signé en avril 2015.

C'est aussi pour lutter contre les activistes de Boko Haram, et devant le refus de Washington de lui vendre des armes en raison du non-respect des droits humains, que le Nigeria s'est tourné vers Moscou en 2015 pour l'achat d'hélicoptères de combat *Mi-35M*¹⁴.

Fait peu commun, l'éclosion de la coopération militaire entre Bamako et Moscou (2015-2017) avait été précédée par la mobilisation d'une partie de la société civile malienne. Une pétition sollicitant « *l'appui de la Russie à l'armée malienne en termes de formation et d'appui en équipement pour faire face au terrorisme surtout dans le nord et le centre du pays*¹⁵ » avait, en effet, recueilli plus de 8 millions de signatures¹⁶. La Russie a livré aux forces armées maliennes trois hélicoptères de combat *Mi-35M*.

Enfin, lorsque le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou signait des accords militaires en août et en septembre 2018, respectivement avec le Burkina Faso¹⁷ et Madagascar¹⁸, ce fut également au nom de la lutte antiterroriste. Au Burkina Faso, la Russie a notamment fourni deux hélicoptères de transport armés *Mi-171Sh*.

La tentation de Moscou de s'engager dans le règlement des crises africaines traduit également son attachement à la « stabilité », puisque des structures étatiques fortes sont, dans la perspective défendue par le Kremlin, les seules à même de contenir les défis posés par la montée en puissance de mouvances extrémistes¹⁹. Sergueï Choïgou rappelait cette conception lors de la 7^e Conférence de Moscou sur la sécurité internationale, organisée début avril 2018. En présence d'une douzaine d'homologues africains, il déclarait alors que « *la désintégration de la Libye qui a conduit à une hausse de la menace terroriste dans le nord et dans le centre du continent* » avait mené à une situation qualifiée de « *très dramatique* »²⁰.

Une logique commerciale et politique

Le soutien apporté par Moscou n'est évidemment pas désintéressé. L'engagement sur le plan de la sécurité et de la défense est un moyen de renforcer des relations bilatérales au niveau économique dans une région où la Russie s'était faite discrète depuis la fin de la Guerre froide. En effet, bien qu'en constante augmentation, l'importance de la Russie en tant que partenaire commercial des pays africains demeure faible²¹. L'enjeu pour le Kremlin est, dès lors, de parvenir à transformer ces relations sécuritaires et militaires en une dynamique plus globale dans le développement des relations russo-africaines.

Sur le plan commercial, il s'agit de trouver des débouchés dans les autres domaines où la Russie est compétitive, notamment la prospection géologique, l'extraction des matières premières et le secteur hautement technologique du nucléaire civil²². À l'instar des autres puissances présentes en Afrique, l'importation de ressources naturelles africaines constitue également une priorité pour les Russes. En effet, s'il est vrai que la Russie dispose d'une large part des réserves mondiales de ressources minérales et d'hydrocarbures²³, elle a néanmoins besoin de minéraux tels que le manganèse, la bauxite, le chrome et le coltan²⁴. On peut également estimer que la Russie a tout intérêt à s'entendre avec les autres pays producteurs de minerais pour maintenir des prix aussi élevés que possible face à la demande asiatique, américaine et européenne.

Au Soudan, les entreprises russes ont ainsi signé des accords sur les minerais et Moscou y développe une coopération dans le nucléaire civil²⁵ ; au Zimbabwe, la Russie déploie des projets d'extraction de diamants et de platine²⁶. En Guinée-Conakry, c'est la bauxite qui intéresse d'abord les Russes²⁷ ; la Centrafrique dispose, quant à elle, d'importantes ressources

en diamant, en or et en uranium ; tandis qu'en RDC, Moscou escompte bien qu'à terme, l'accord militaire conclu débouche sur la signature de contrats dans les secteurs des mines, de l'agriculture et des énergies²⁸.

Enfin, les partenariats militaires que Moscou développe en Afrique servent également le renforcement de son statut géopolitique. Car si Moscou cherche à développer ses relations commerciales sur le continent africain, elle y recherche également de nouveaux soutiens au sein des forums internationaux, en particulier les Nations unies. La stratégie russe semble d'ailleurs porter ses fruits puisque lors de l'annexion de la Crimée, la plus grande partie des États d'Afrique subsaharienne s'était abstenue de condamner cet acte²⁹, tandis que le Zimbabwe et le Soudan avaient pris position en faveur de Moscou³⁰.

De point de vue des gouvernements africains, la relation proposée par Moscou a ses avantages et ses atouts. La Russie ne pose pas de conditions en termes de gouvernance ou de lutte anticorruption comme préalables aux différentes coopérations qu'elle propose. Et plus qu'un simple partenaire supplémentaire, la Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité, disposant, par conséquent, d'un droit de veto. Le soutien potentiel d'un puissant pays sur la scène internationale capable de bloquer des résolutions proposées par les Occidentaux ne laisse pas insensibles les chefs d'États africains³¹. Contrairement aux capitales européennes, Moscou (comme Pékin, d'ailleurs) est souvent considérée par les capitales africaines comme étant plus respectueuse de la souveraineté nationale.

Conclusion

Les relations sécuritaires et de défense entre la Russie et les pays d'Afrique subsaharienne tendent à se renforcer. Au-delà de la lutte antiterroriste et de la stabilité sur le continent, Moscou cherche à tirer profit des liens tissés. La Russie escompte *in fine* des gains économiques et politiques. En sus des ressources minières et énergétiques dont le continent regorge, Moscou s'intéresse également à l'important réservoir de votes que l'Afrique subsaharienne représente à l'ONU.

Du côté des gouvernements africains, le soutien que la Russie peut fournir en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité à leur pouvoir est particulièrement apprécié. C'est d'autant plus le cas que le Kremlin semble enclin à compléter son soutien par une offre d'« assistance » sur place à travers l'envoi « d'experts » et le recours à des sociétés de sécurité privées russes.

Tandis que le Kremlin négocie bases et facilités navales avec le Soudan et l'Érythrée³², pour la première fois, un forum économique russo-africain verra le jour, du 22 au 24 octobre 2019, à Sotchi. L'engagement de la Russie en Afrique subsaharienne semble donc appelé à se poursuivre.

* * *

Auteur

Eleftheris Vigne est chercheur au GRIP dans l'axe « armes légères et transferts d'armes ».

1. Les données sont exprimées en TIV (Trend Indicator Values), un indicateur développé par le SIPRI afin de rendre compte de la valeur stratégique des équipements transférés plutôt que leur valeur commerciale, le but étant de réduire le biais occasionné par les différences de coût de production (et donc de vente) et les variations dans les taux de changes. Les données exprimées en valeur absolue et en dollars de 1990 n'ont ainsi qu'un intérêt limité en dehors du cadre spécifique de TIV. Toutefois, les données relatives sont utiles pour illustrer l'importance pour un État d'un fournisseur

ou d'un client. La base de données du SIPRI s'étendant sur plusieurs décennies, on peut aussi rendre compte de variations dans le temps. Pour plus de détails, voir [la note méthodologique sur le site du SIPRI](#).

2. SIPRI, *Trends in international arms transfers, 2018*, mars 2019.
3. « [Russia signs 20 weapons contracts with African countries over two years](#) », TASS, 19 septembre 2018.
4. On pense par exemple à la Côte d'Ivoire dont les ministres de la Défense et des Affaires étrangères se sont rendus à Moscou, respectivement en août 2018 et en juillet 2019.
5. Eric Topona, « [Moscou et Pékin à la rescousse du Burundi](#) », DW, 3 juin 2016.
6. « [Burundi: L'armée s'équipe de systèmes antiaériens russes – Pantsir-S1 –](#) », *Burundi Ag News*, 3 septembre 2018.
7. Collette Braeckman, « [La Russie reprend pied au Congo](#) », *Le Soir*, 26 juin 2018. Ces techniciens et « experts » fournissent essentiellement des services dans le domaine de la sécurité, notamment à travers la formation de spécialistes et la livraison de missions de conseils politiques en appui aux régimes en place. Il peut s'agir de soldats réguliers, mais aussi d'entrepreneurs privés travaillant avec le gouvernement russe.
8. « [Kremlin explains goals of Russian military specialists' mission to Congo Republic](#) », TASS, 24 mai 2019.
9. « [Alpha Condé à Moscou : la Russie va construire 4 CHU et plusieurs garnisons militaires en Guinée](#) », *Guineematin.com*, 30 septembre 2017.
10. « [Afrique : Moscou élargit la zone de déploiement de ses navires de guerre](#) », *Sputnik News*, 22 juillet 2015.
11. Voir Clément Lobez, « [Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence](#) », Éclairage du GRIP, 9 août 2018. « [Centrafrique/Russie, les révélations de Mondafrique sur la rencontre de Sotchi](#) », *Mondafrique*, 1^{er} avril 2019.
12. Gabriella Gricius, « [Russia's Wagner Group Quietly Moves into Africa](#) », *Riddle*, 11 mars 2019. « [Moscou confirme la présence d'"instructeurs militaires" russes au Soudan](#) », *RFI*, 29 janvier 2019. À noter que les liens entre les élites militaires soudanaises et le Kremlin semblent avoir persisté même après le départ du président Omar el-Béchir. Pour plus d'informations au sujet des sociétés de sécurité privées russes, voir aussi : Amandine Dusoulier, « [Le "retour" de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine](#) », *Focus Paper*, n° 39, Irsd, juillet 2019.
13. Voir Aline Leboeuf, « [La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise et russe](#) », *Focus stratégique*, n° 91, Ifri, août 2019.
14. « [Nigeria : des avions de combat russes et pakistanais](#) », *BBC*, 5 décembre 2016.
15. « [La Russie offre deux hélicoptères au Mali](#) », *BBC*, 29 septembre 2017.
16. *Idem*.
17. « [Un échange d'expériences en matière de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme](#) » entre les deux pays pourrait servir de base à des développements ultérieurs plus larges des relations bilatérales entre Ouagadougou et Moscou dans le domaine de la défense. Voir Dimitri Kaboré, « [Lutte contre le terrorisme : Ouagadougou se rapproche de Moscou](#) », *Fasozine.com*, 22 août 2018.
18. Cet accord permet de former le personnel militaire malgache à l'utilisation d'armements russes qui pourraient ultérieurement être fournis.
19. Dans les faits, ce tropisme « pro-stabilité » permet également au Kremlin de défendre des positions conservatrices et contre-révolutionnaires favorables *au statu quo*, et donc au maintien en place des régimes en cas de contestations internes.
20. [Discours](#) de Sergueï Choïgou, ministre russe de la Défense, à la conférence *MCIS 2018*.
21. En 2017, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique s'élevait à 17 milliards de dollars selon le Centre de recherches sur les relations russo-africaines de Moscou. En comparaison, le montant du commerce sino-africain atteignait alors au moins 170 milliards de dollars. Voir Malik Acher, « [Coopération russo-centrafricaine : quand la France s'arroge un droit de regard](#) », *Russia*

Today, 28 novembre 2018 et « [La Chine premier partenaire commercial de l'Afrique depuis neuf années consécutives](#) », *Le Quotidien du Peuple*, 30 août 2018.

22. La Russie est aujourd'hui l'un des principaux acteurs mondiaux du combustible nucléaire. Pour plus d'informations, voir Nicolas Mazzucchi, « Nucléaire civil : un enjeu stratégique pour la Russie » in Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2018 / Les Études du CERI, n° 241-242*, février 2019.
23. 30 % des réserves totales de matières premières énergétiques et minières. Voir Cyrille Bret, Michaël Begorre-Bret, « [La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?](#) », *Diploweb*, 2 janvier 2016.
24. Kumar Malhotra, « [La Russie est-elle un acteur clé en Afrique ?](#) », *BBC*, 9 janvier 2019.
25. « [Russie-Soudan : signature d'un accord de coopération dans le nucléaire civil](#) », *BBC*, 25 novembre 2017.
26. Altin Lazaj, « [Le Zimbabwe permet à la Russie d'extraire les diamants de son sol](#) », *RFI*, 16 janvier 2019. « [Le Zimbabwe et la Russie finalisent un accord pour un projet de platine de 4 milliards de dollars](#) », *Agence Ecofin*, 11 avril 2019.
27. « [Rusal to launch bauxite mine in Guinea](#) », *TASS*, 5 avril 2018.
28. La RDC détiendrait notamment entre 50 et 60 % des réserves mondiales de cobalt, un minerai stratégique essentiel pour les nouvelles technologies, notamment utilisé pour la fabrication de batteries électriques.
29. Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Kenya, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud et Zambie.
30. Projet de résolution portant sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, Assemblée générale Nations unies, A/68/L.39, 24 mars 2014.
31. Le 4 juin, la Russie et la Chine ont ainsi bloqué un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui condamnait les meurtres de civils par le gouvernement militaire soudanais et exhortait les puissances mondiales à demander la cessation immédiate de la violence. Voir « [Toll in Sudan army attack jumps as China, Russia block UN action](#) », *Al Jazeera*, 5 juin 2019.
32. Roland Marchal, « [La Russie et la Corne de l'Afrique : Anachronismes ou nouvelles configurations ?](#) », *Centre de recherches internationales*, Paris, 28 février 2019. Contrairement à d'autres grandes et moyennes puissances (États-Unis, Chine, France, Japon, Allemagne, Turquie, Italie), la Russie ne dispose pas de base militaire en Afrique.